avec l'Angleterre. Le règne d'Arnould, qui dura près d'un demi-siècle, fut des plus remarquables. Ici, les monuments historiques nous manquent. Nous avons l'obligation de cette lacune à Charles-Quint, qui en a interdit la publication, et aux misérables qui ont ensuite livré aux flammes la bibliothèque de Bruxelles. Mais, par l'histoire particulière de la ville de Gand, nous savons que les Flandres marchaient alors rapidement dans la voie de la civilisation. Gand avait pris l'avance sur les villes ses rivales. Il était en possession de foires et de marchés; ses flottilles passaient déjà la Manche, remontaient la Meuse et le Rhin et se montraient jusqu'à Cologne . en somme, tout un siècle paisible, en trois règnes, sans troubles civils et sans guerres étrangères, c'est à peu près tout ce qu'il faut pour la prospérité de l'industrie, qui ne saurait vivre que de paix et de liberté.

Après Arnould le Grand, son petit-fils, Arnould II, qui meurt jeune (988), puis Baudouin III, Baudouin IV, dit le Barbu (1034), Baudouin V de Lille (1067), Baudouin VI (1070), Robert le Frison (1093), qui, quoique puîné, usurpa la couronne sur ses neveux, fils de son frère aîné, et reçut de l'empereur Henri IV l'investiture du comté de Cambrai. A cette époque, les comtes de Flandre étaient déjà puissants, probablement parce que le pays était riche. Aussi, pour le malheur de leurs sujets, contractèrent-ils à l'étranger de brillantes alliances, qui finirent par les entraîner dans des querelles sans fin et par déchaîner sur le pays même tous les fléaux de la guerre civile. Si, aussi heureuses que leurs rivales d'Italie, les grandes communes de Flandre, qui s'émancipaient alors, avaient pu élire leurs comtes comme elles élisaient leurs échevins, qui sait à quel degré de splendeur elles fussent parvenues? Nous avons vu Baudouin II prendre femme en Angleterre. Robert le Frison se marie en Saxe, Robert II, son fils, en Bourgogne et Baudouin VII en Bretagne. De plus, Alice, sœur de Robert II, avait épousé Canut, roi de Danemark. Le dernier Baudouin meurt sans enfants, et son successeur, Charles de Danemark, tué en 1127, ne laissant, lui non plus, pas de postérité, voilà la couronne de Flandre livrée aux compétitions étrangères. C'en serait fait de ses destinées, si, par l'industrie et le commerce, les cités n'avaient déjà pris assez de consistance pour dicter des conditions aux souverains que le droit féodal leur impose et surtout assez de force pour les mettre à la raison.

Arrêtons-nous un instant à la fin de cette première période (1127) pour jeter un coup d'œil rétrospectif sur le chemin parcouru ; ce coup d'œil est nécessaire. Les grandes cités ont pris naissance, et, quoi qu'on puisse penser de leur turbulence, les grandes cités sont les forteresses de la liberté. Dans les campagnes, la culture s'est développée en pleine sécurité : sous le règne de Baudouin VI, dit une légende traditionnelle qui a valeur historique, on ne ferme pas ses portes, et on laisse aux champs pendant toute la saison, à la garde de Dieu, les instruments aratoires. Avec la paix règne la justice, justice que les comtes rendent eux-mêmes, en attendant la création des tribunaux municipaux. Baudouin VII, entre autres, Baudouin à la Hache, digne de son surnom, fut un terrible justicier. Quand les nobles se permettent de piller les marchands, il fait pendre les nobles. Un chevalier dépouille une pauvre femme ; il fait jeter le chevalier tout armé dans l'huile bouillante. Le supplice tient de la férocité de l'époque, mais il dénote un esprit de justice et de commisération chrétienne pour les pauvres gens, qui vaut plus qu'une excuse. Les comtes de Flandre, enfin, sont de leur pays. Pourquoi font-ils exception à leurs contemporains? Nous l'avons dit : c'est que le pays est riche, et qu'il fournit largement à leurs besoins et même à des créations utiles, telles que le canal de la Lys, le port de Damme et les premiers essais de la canalisation de l'Escaut. Etrangères, quant à la politique, au reste du monde, les Flandres, au contraire, sont connues partout par l'industrie et le commerce de leurs hahitants. C'est pour l'époque un pays modèle. Un trait entre mille. Quand Guillaume le Bâtard, méditant la conquête de l'Angleterre, racola, sur la côte de Boulogne, tous les aventuriers du continent, il lui arriva, alléchés par l'appât du butin, des brigands de tous les pays, mais pas un Flamand.

En 1127 s'ouvre la seconde période, qu'on pourrait appeler la période des grandes communes. C'est de là, en effet, que datent les *keures* (chartes municipales). Nous avons dit ailleurs comment étaient constitués les corps communaux et quelle formidable puissance ils tiraient de l'organisation des grands et des petits métiers. Les nobles eux-mêmes se faisaient recevoir dans les corporations. Ils y apportaient leur insolence et le bas peuple sa turbulence, double cause de troubles qu'alimentèrent plus tard les interventions de l'étranger. Au fond de ces ruches agitées, on entendait bourdonner tout à la fois abeilles et frelons. Baudouin à la Hache avait été rude aux nobles. Son successeur, Charles le Bon, de Danemark, ne le fut pas moins. Victime de son zèle pour la justice, il fut, après un règne de huit ans (1127), assassiné par les nobles dans une église, au moment de l'élévation Les conjurés sont à leur tour massacrés par le peuple, et la guerre civile est déchaînée.

Charles de Danemark étant mort sans enfants, il se présenta de nombreux prétendants à la succession. Le droit était au moins douteux. A qui appartenait-il? La couronne jusqu'alors avait été héréditaire; mais le clergé, les seigneurs et le peuple lui-même avaient déjà pris une trop grande part au gouvernement pour n'être pas consultés. Entre les états de Flandre et le roi de France Louis VI, dit le Gros, leur suzerain, il intervint une sorte de convention, par laquelle la couronne fut dévolue à Guillaume de Normandie, dit Courtecuisse. Dans ce choix, le roi de France n'avait en vue que de se créer un allié contre l'Angleterre; mais, pour les Flandres, c'était bien le plus mauvais choix que l'on pût faire; car, dans un pays libre, le Normand allait apporter les mœurs farouches et les traditions despotiques de sa famille. Les bourgeois de Saint-Omer réussirent, à la vérité, à lui arracher, à prix d'argent, leur première *keure*. Mais, après avoir dévoré l'argent, le comte félon n'eut rien de plus pressé que de reprendre sa concession. Il n'avait pas régné un an qu'il était universellement exécré. Saint-Omer, Lille et Gand se révoltèrent. Guillaume se réfugia à Ypres, et c'est là qu'il reçut l'exposé des griefs de ses sujets. Nous ne connaissons rien de plus digne de l'histoire d'un grand peuple que cette protestation, et l'on nous saura gré d'en reproduire un passage :

« Seigneur comte, si vous aviez voulu nous traiter avec justice, vous auriez dû ne pas nous soumettre à d'indignes exactions. Maintenant donc, au mépris de la justice, la remise du tonlieu (droits d'entrée), la confirmation de la paix et des autres libertés que les habitants de ce pays avaient obtenues de vos prédécesseurs, les bons comtes du pays, vous-même vous avez tout enfreint et vous avez violé votre foi et la nôtre... Que votre cour soit tenue à Ypres, si vous le voulez, et que là, au centre de votre comté, se réunissent les seigneurs des deux partis, ducs et pairs, ainsi que les plus sages d'entre le clergé et le peuple; qu'on s'assemble en paix, sans armes, avec tranquillité et réflexion, sans dol ni mauvaise intention, et qu'ils décident si vous pouvez conserver le comté sans déshonneur pour le pays, nous voulons que vous le conserviez. S'il en est autrement, si vous n'avez ni foi ni loi, si vous êtes trompeur et parjure, quittez le comté et laissez-nous le confier à quelque homme capable et qui ait droit à l'occuper. »

Ce fier langage ne résonne-t-il pas comme les premières notes du tocsin révolutionnaire de 1789?

Guillaume Courtecuisse fut inflexible. Au lieu d'écouter la raison, il préféra livrer bataille et fut tué, en 1128, au siége d'Alost. Fort heureusement pour les Flandres, il ne laissait pas de postérité. Mais, si le peuple avait essayé sa force, par contre il venait d'établir un dangereux précédent. Après quelques règnes heureux, sinon paisibles, les comtes étrangers au pays ne devaient plus y arriver qu'en apportant dans les plis de leur bannière le despotisme et les guerres civiles.

La seconde période de l'histoire des Flandres appartient plutôt aux annales des communes; car ce sont les grandes cités qui, en réalité, gouvernent elles-mêmes le pays sous la tutelle bienveillante ou indifférente d'une série de princes des deux sexes débarqués de tous les pays. Nous n'en extrairons que ce qui a un caractère général et national. Mais reprenons d'abord l'ordre chronologique des successions à la couronne au point où nous l'avons interrompu.

Après la mort du Normand, les suffrages des états, où dominaient déjà les grands échevins de Flandre, appelèrent, au nom d'un droit douteux, Thierry d'Alsace, fils de Thierry, duc de Lorraine, et de Gertrude de Flandre, descendante des comtes de la première race. Thierry fut un prince doux, éclairé et populaire. Il multiplia *keures* sur *keures* et n'en révoqua pas une seule. C'est pendant les quarante années de son règne que se fortifia cette contitution du pays, moitié aristocratique, moitié démocratique, qui résista à quatre siècles d'orages. Thierry, comte de Flandre et d'Alsace, qui s'était marié avec Marguerite de Clermont, veuve de Charles de Danemark et comte de Flandre, n'en eut qu'une fille; mais il épousa en secondes noces une fille de Foulques, comte d'Anjou et roi de Jérusalem. De ce second mariage, il eut, entre autres enfants : 1° Philippe, comte de Flandre, qui lui succéda (1169); 2° Marguerite, dite d'Alsace, qui fut mariée la même année à Baudouin, comte de Hainaut, et porta le comté dans cette maison, et, avec le comté, beaucoup de troubles, comme nous le verrons bientôt.

Philippe d'Alsace, qui, en réalité, régna pendant trente-quatre ans (il avait été associé par son père au gouvernement depuis l'an 1157), fut incontestablement le premier souverain de son temps. Il avait mérité l'honneur d'être nommé par le roi de France Louis VII, dit le Jeune, tuteur de notre Philippe-Auguste. Jamais prince et sujets ne furent mieux faits pour s'entendre. Ceux-ci produisaient, fabriquaient, échangeaient avec toute l'ardeur et l'habilité que donnent l'habitude du travail et l'expérience. Le Colbert du XIIe siècle ouvrait à leurs produits tous les marchés du monde. L'empereur Frédéric Ier lui accorde des priviléges pour le trafic avec l'Allemagne. L'archevêque de Cologne lui concède la libre navigation du Rhin. Les premières valeurs fiduciaires de cette époque sont appelées *lettres de Flandres* et sont assimilées aux espèces sonnantes. On doit à Philippe d'Alsace une refonte des monnaies qui leur donne une valeur invariable, un système uniforme et rationnel de poids et de mesures, la création d'une compagnie d'assurances maritimes, de sages règlements pour les corporations, une foule de traités de commerce et tant d'autres actes de grande administration, qu'en parcourant les annales de ce règne grandiose, on se croit transporté aux meilleurs temps de l'économie politique. Philippe était de plus un prince pieux et rempli de l'amour de la justice. Du reste, dans le cours d'un long règne, il n'eut à sévir qu'une seule fois. Ce fut à Gand, lors du premier soulèvement des classes inférieures, tisseurs de laine, foulons, poissonniers et bouchers, contre les échevins, qui appartenaient à la haute bourgeoisie (1164). Avec une sagacité qui lui fait autant d'honneur que sa mansuétude, le comte sut démêler habilement les causes obscures de la sédition. C'étaient les nobles qui, par jalousie, avaient secrètement soulevé contre la haute bourgeoisie la lie du peuple : alliance étrange des partis extrêmes, qui n'est pas rare dans l'histoire. L'intervention personnelle du comte sur la place publique et quelques paroles fermes calmèrent l'effervescence populaire. L'exil de quelques grands et la punition des principaux meneurs apaisa la révolte et en prévint le retour.

Le sage et pieux comte de Flandre prit part à la croisade en Palestine de son ancien pupille Philippe-Auguste, et fut tué au siége de Saint-Jean-d'Acre. Sa mort fut un malheur pour son pays; mais telle était la force de l'impulsion par lui donnée au gouvernement, que les Flandres purent traverser après lui sans péril une minorité orageuse et compliquée par de dangereuses interventions.

Philippe étant mort sans enfants, la couronne passa sans contestation à sa sœur Marguerite d'Alsace, qui avait, comme nous l'avons dit, épousé Baudouin, comte de Hainaut. Ceux-ci eurent, au contraire, beaucoup d'enfants, qui s'allièrent aux premières familles de l'Europe : nous allons les énumérer, pour donner une idée de la splendeur où était parvenue la maison de Flandre et dont l'éclat rejaillissait sur le pays. On compte : 1° Baudouin VIII, successeur de sa mère, qui devint empereur de Constantinople; 2° Philippe de Hainaut, marquis de Namur, qui épousa une fille de Philippe-Auguste et d'Agnès de Méranie; 3° Henri, qui s'allia en Allemagne à la maison de Souabe et hérita de l'empire latin d'Orient à la mort de son frère aîné Baudouin; 4° Isabelle de Hainaut, dite de Flandre, première femme de Philippe-Auguste; 5° Yolande, seconde femme de Pierre de Courtenay, empereur de Constantinople.

Pendant son règne trop court, Baudouin VIII édicta de sages ordonnances contre l'usure et ordonna la réformation, dans un sens plus démocratique et plus équitable, des statuts des corporations. Ses conquêtes en Orient lui furent funestes. On sait qu'il fut pris et mis à mort par les Bulgares après une dure captivité (1206).

La succession de Baudouin VIII échut à sa fille unique et mineure, Jeanne, qui gouverna la Flandre pendant cinq ans sous la régence de Philippe de Namur, son oncle paternel; après quoi elle épousa Ferrand de Portugal, lequel, en 1214, fut fait prisonnier à Bouvines. Mais déjà la Flandre n'était plus intacte. En vertu de droits plus que contestables, mais qu'appuyait une forte armée, Philippe-Auguste s'était attribué une partie de la Flandre *gallicante*, qui avait pour capitale la cité d'Arras, depuis longtemps célèbre par son grand commerce et qui était de plus le siége du tribunal suprême de toutes les Flandres. Ce premier démembrement amena une première guerre, dans les incidents de laquelle le roi de France, se trouvant en mauvaise passe à Bailleul, promit de restituer ses usurpations. Mais à peine fut-il en sûreté qu'il se hâta de faire déclarer nulle, par le conseil de ses barons, la promesse arrachée à un suzerain par un *vassal félon*. L'Artois et quelques dépendances furent donc définitivement incorporés au royaume de France. Philippe fit plus : il écrasa aux champs de Bouvines la coalition de l'Angleterre, de la Hollande, de la Flandre et de l'empereur d'Allemagne Othon IV. Quand on s'élève jusqu'au point de vue de la civilisation générale, doit-on célébrer sans réserve, si brillantes qu'elles soient, de pareilles victoires? Assurément, tout ce qui rehausse le nom de la France, tout ce qui illustre ce beau pays et le rend plus apte à remplir sa grande mission dans le monde provoque notre admiration et nos respects; mais il n'en est pas moins vrai qu'en creusant entre les Flandres et la France un abîme, qui existe encore et qui ne se comblera peut-être jamais, Philippe-Auguste a été mal inspiré. Mieux valait certainement attirer à soi, par de bons procédés, les habitants industrieux des Flandres et les avoir pour sujets, même irrespectueux, même peu soumis, que de s'en faire des ennemis éternels et implacables. Et la malheureuse politique de Philippe-Auguste ne fut que trop bien suivie par ses successeurs.

Le comte Ferrand avait donc été fait prisonnier à la bataille de Bouvines. La comtesse Jeanne négocia la rançon de son mari, qui fut fixée, par le traité de Melun, à 25,000 livres parisis, somme énorme pour le temps. Toutefois, le traité ne fut valable qu'après la ratification des barons de Flandre et des communes, qui avaient bien le droit d'en connaître, puisque c'était elles qui rachetaient leur prince. Quant aux barons, ils ne payèrent rien.

Ferrand étant mort en 1223, peu regrettable et peu regretté, Jeanne épousa en secondes noces Thomas, comte de Maurienne, frère du comte de Savoie et oncle des reines de France, d'Angleterre et de Sicile. Les deux époux gouvernèrent ensemble et fort bourgeoisement le pays. Morts sans postérité (1244), ils laissèrent le pouvoir aux mains de la sœur cadette de Jeanne, connue sous le nom de Marguerite de Constantinople, qui mérite une attention spéciale.

Marguerite avait dans le sang les traditions de la famille d'Alsace, et la mémoire de la bonne comtesse (grande comtesse serait plus juste) a été popularisée et conservée dans les fabliaux du pays. On sait qu'elle présidait souvent le conseil des états, et même le conseil des échevins de Gand, qui n'eussent pas toléré de la part de tout autre une telle ingérence dans leurs affaires. Elle renouvela les traités de commerce conclus par Philippe d'Alsace, créa des rapports avec la hanse de Londres et même avec les républiques italiennes. Elle mit elle-même la main à des tarifs de douanes qui attestent une profonde connaissance de l'économie politique. Sa sollicitude s'étendit aux classes pauvres, qu'elle affranchit définitivement du servage. Elle fonda des établissements de bienfaisance qui durent encore; enfin, elle eut le courage, que nous n'avons pas encore, de décréter, dans ses Etats, l'instruction gratuite et obligatoire. Son règne est l'apogée des Flandres. Du reste, le gouvernement des femmes avait été très-favorable au tiers état. Presque tous les citoyens passaient tour à tour par les magistratures politiques et civiles. L'orage, à la vérité, grondait sourdement entre les classes rivales, mais il ne devait éclater que plus tard. Toutes, sauf les classes inférieures, possédaient des richesses immenses. La noblesse même s'adonnait à l'industrie et au commerce lointain, comme dans les cités d'Italie. Les grandes villes de Flandre passaient en Europe pour des puissances de premier ordre. L'activité de ces fourmilières était proverbiale. De simples échevins municipaux étaient choisis pour arbitres entre des souverains, et leur signature était requise pour la garantie des traités internationaux. Quant au peuple, il s'élevait par degrés à l'intelligence de la vie publique, et son intervention dans les premiers troubles, quoique désordonnée, ne fut pas sans fruit, car elle donna une certaine importance à l'élément démocratique, qui sauva plus tard l'indépendance du pays. Comme ceci est, avant tout, l'histoire d'un peuple, nous y reviendrons.

Intelligence, activité, grandeur d'âme, génie administratif, tout disparut avec Marguerite de Constantinople, du moins dans les régions souveraines. Mais l'éducation du peuple est faite, et c'est fort heureux, car les grands princes ne sont plus. La scène où brillèrent Philippe et Marguerite va être occupée par des souverains de comédie. Ce sont d'abord les ducs de Dampierre, Guillaume de Guy, fruits malheureux d'un mariage tardif de Marguerite avec le sire de Dampierre, puis Robert III, autre prince plus faible encore, qui, par une alliance avec la maison de Bourgogne, ouvre la porte à des princes français et prépare les malheurs de son pays.

Guillaume de Dampierre ne fit que passer. Guy dura trop longtemps. Tremblant devant ses sujets, tremblant devant les rois de France, ses suzerains, ce malheureux prince, déplorablement prolifique (il avait jusqu'à dix-neuf héritiers!), n'était tourmenté que du besoin de créer des ressources à sa famille. Avare et cupide, dit l'histoire, il faisait argent de tout. Les communes se lassèrent de ses exigences, et il ne put souffrir leur extrême indépendance. Les communes passaient pour riches, elles l'étaient, en effet; mais nul n'eût su dire à quel point, puisqu'elles ne rendaient de compte qu'à elles-mêmes. Tel était leur privilége. Trop faible pour les attaquer directement, Guy se fit délivrer, par son suzerain Philippe le Hardi, roi de France, un mandement qui ordonnait aux administrateurs de rendre des comptes aux agents du prince. Refus, puis insurrection de Gand, de Bruges, d'Ypres, qui force comte et roi de renoncer à leurs prétentions. Tout cela coïncidait avec une guerre entreprise à propos de la Flandre impériale et qui dura vingt ans. Les choses en étaient là, lorsque le mauvais destin des Flandres éleva sur le trône de France un roi qui en rêva la conquête et l'assujettissement (1296). Pour parvenir à ses fins Philippe le Bel commence par mander son vassal à Corbie, où il le fait traîtreusement jeter en prison. La cour des pairs de France s'indigne de cette violence et casse le décret royal. Philippe délivre son captif, mais sous conditions; puis il lui cherche querelle sur querelle, et, pendant ce temps, il dépêche un commissaire à Gand pour destituer le bailli

et les autres autorités du comte. En d'autres termes, il prend en main directement l'administration du pays. Afin d'assurer le succès de ses violences, Philippe le Bel s'était créé, dans l'aristocratie de Gand, un parti connu sous le nom de *leliaerts* (gens du lis). Ce parti se composait en majeure partie de gentilshommes ruinés par les croisades, par les guerres, par le luxe et par l'oisiveté. Tous ces aventuriers ne supportaient qu'avec un extrême dépit leur gêne, en face des richesses croissantes de la bourgeoisie. Dès lors, la position devient de jour en jour plus critique : un comte impopulaire, égoïste et sans force, qui n'est qu'un embarras; au dehors, un ennemi acharné et redoutable; au dedans, une noblesse qui trahit son pays et qui en ouvre les portes; le trésor public, enfin, pillé par les agents de Philippe le Bel : telle est la situation des Flandres dans les dernières années du XIVe siècle.

Un seul moyen de résistance, qui a ses dangers, c'est de renouer contre Philippe le Bel la coalition qu'a rompue à Bouvines l'épée de Philippe-Auguste. Les circonstances, en effet, sont presque identiques. Par des motifs qui n'ont, certes, rien de chevaleresque, le roi d'Angleterre Edouard Ier, l'empereur Adolphe de Nassau, le duc de Brabant, les comtes de Hollande et de Juliers arment à la fois pour la défense des Flandres. C'est sur ce moment grave et sur ce point capital que nous devons appeler l'attention du lecteur, car les chroniques du temps, rédigées à l'office ou dans l'antichambre par les valets de la noblesse, sont menteuses, et les historiens à la suite s'y sont laissé prendre. Tout à coup, le conflit change de caractère, et, sous une guerre purement politique, apparaît un commencement de guerre sociale. Les magasins et les entrepôts flamands regorgeaient de richesses, belle proie pour les défenseurs comme pour les agresseurs. En insinuant aux chevaliers étrangers qu'il ne s'agit dans l'occurrence que de châtier l'insolence de quelques bourgeois, Philippe le Bel réussit à désarmer la coalition. Guy de Dampierre en appelle au pape Boniface VIII, qui lui rend justice; mais le roi sacrilége déchire la bulle du pape, fait enfermer son vassal à Compiègne, le déclare déchu de son comté pour cause de félonie (félonie!), prononce, par simple décret, la réunion des Flandres à la couronne de France et les fait occuper par des troupes nombreuses aux ordres de son fils Charles de Valois.

La conquête était facile : l'aristocratie livrait les clefs des villes. Lorsque le plat pays eut été bien ravagé, Philippe le Bel parcourut triomphalement Lille, Courtrai, Oudenarde, Gand, Damme, Ypres et Bruges; les grands et les riches l'accueillirent par des fêtes où fut étalé un luxe inouï. C'est à Bruges que la reine de France, humiliée par le faste des femmes de la haute bourgeoisie, s'écria avec dépit : « Je me croyais seule reine ici, et j'en trouve plus de six cents! » Mais la classe ouvrière et industrielle, silencieuse et indignée, cherchait des vengeurs. Là, comme en Italie, se manifestait un antagonisme radical entre les familles dominantes des villes (le peuple gras, *majores, potentiores*) et les petits métiers (le peuple maigre, *minores*). Les tisserands, les foulons et les petits artisans, éclairés et secondés par quelques généreux patriotes appartenant à l'aristocratie, n'ignoraient pas l'existence misérable des basses classes en France. Dans toutes les villes, à Gand et à Bruges surtout, malgré le renouvellement périodique de l'échevinage, les magistratures se perpétuaient dans un petit nombre de familles aristocratiques. La poudre était prête; un édit outrecuidant y mit le feu. L'échevinage et la noblesse, qui venaient de festoyer et de danser à la cour, eurent la généreuse pensée de mettre à la charge des métiers la dépense de ces solennités. Sur quoi insurrection à Gand et à Bruges. Alors se lève un de ces hommes de la race des Gracques et des Mirabeau, qui, nés dans les hautes sphères, répudient leur origine et sont entraînés vers le peuple par la générosité de leurs sentiments : Pierre de Coninck, homme noble, se met à la tête de l'insurrection. Il est arrêté avec vingt-cinq de ses partisans. Mais survient un second Gracchus (Caïus après Tiberius), Jean Breydel, qui renouvelle la lutte, et les Français sont massacrés. Ce furent les *vêpres de Bruges*. L'insurrection s'étend et se généralise. L'armée française, composée de 20,000 chevaliers, se concentre sous les murs de Courtray. De leur côté, Coninck et Breydel organisent la résistance. A leur appel accourent les tisserands des villes, armés de maillets, pour combattre des cavaliers bardés de fer. Et qu'on remarque bien la composition de cette armée, recrutée par le patriotisme au désespoir : 60,000 fantassins et 10 chevaliers! La partie n'est pas égale. Mais la chevalerie française, qui méprise trop ses adversaires, a la malheureuse idée de s'enfoncer dans des fossés bourbeux, où, immobile et emprisonnée dans ses armures, elle se laisse assommer par les lourdes massues hérissées de pointes de fer; 20,000 hommes y périssent. C'est ce qu'on nomme la *Journée des éperons*, à cause des éperons dorés qui furent ramassés au boisseau sur le champ de bataille, comme les anneaux à la journée de Cannes. Deux ans après, Philippe le Bel prit sa revanche à Mons-en-Puelle, mais s'il vengea son honneur, il n'avança guère ses affaires. Enfin, survint, après de longues négociations, le traité d'Athis-sur-Orge (1319), par lequel Philippe obtint la Flandre française, qui fut restituée en 1333. Quant à Guy de Dampierre, il mourut dans la prison de Compiègne, laissant sa succession à l'un de ses fils, Robert III, dit de Béthune. Ainsi se termina la seconde période des guerres flamandes, en laissant dans les cœurs, comme la première, de profonds ressentiments.

La bataille de Courtray est restée célèbre entre toutes, parce que c'est la plus sanglante blessure qu'ait reçue la féodalité. Avec ses éperons dorés, la noblesse française, ou plutôt la noblesse de tous les pays, y perdit son prestige, et les gens des communes y acquirent la confiance en eux-mêmes. Puis elle marque bien le caractère des guerres du temps, plus sociales que politiques. Entre les classes ennemies, la lutte était générale. A cette même époque, les cités allemandes des bords du Rhin et de la Germanie centrale se défendaient héroïquement contre leurs burgraves, et la Suisse chassait ses proconsuls autrichiens. Entre l'Helvétie et les Flandres, l'analogie est frappante. Ici, Guillaume Tell s'appelle Coninck, l'archiduc Albert, Philippe le Bel, et Gesler, c'est le féroce Châtillon, qui, après avoir ravagé la Flandre, commandait la chevalerie à Courtray. Aussi la victoire des tisserands fut-elle fêtée secrètement à Paris et très-ouvertement sur le Rhin, en Suisse et à Florence. Les peuples comprenaient d'instinct que leur cause était partout la même, et qu'à Courtray, comme à Mayence et à Altorf, il y allait de leur asservissement ou de leur émancipation.

Mais, pour son malheur, le peuple avait déjà dans son propre sein une aristocratie nouvelle. La haute bourgeoisie, sortie des grands métiers, méprisait les petits et s'efforçait de cacher sous l'or les taches de son origine roturière. Pendant deux siècles, on voit cette classe égoïste flotter entre le bas peuple, avec qui sa cause est parfois commune, et la noblesse où elle serait tout heureuse d'être reçue. Nulle part cette division n'éclata plus que dans les Flandres et ne causa de plus grands malheurs. Le premier fut la cruelle défaite de Cassel (1326), où les petits métiers furent abandonnés par les grands, ce qui entraîna la troisième invasion du pays.

Les rois de France persistaient dans leur politique antinationale, et, en épousant une princesse de Bourgogne (Yolande, comtesse de Nevers), Robert III avait encore excité leurs convoitises. Cette alliance, en effet, ne tendait à rien moins qu'à mettre un jour les Flandres dans les mains d'un prince français, ce qui arriva nécessairement à la mort de Robert de Béthune (1322). Louis, comte de Nevers, lui succéda, et sa maison régna jusqu'en 1384, où elle s'éteignit dans la personne de Louis de Male, qui transmit son comté à Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. Etrangers de naissance, insolents par nature, dissipateurs effrénés, féroces de caractère, enfin, les princes français réunissaient toutes les conditions nécessaires pour se faire détester d'un peuple laborieux, économe, ami de l'ordre et jaloux de ses priviléges déjà séculaires. Pendant toute cette période et même pendant tout le XVe siècle, ce ne sont plus les comtes de Flandre, les Philippe, les Marguerite, qui gouvernent le pays; c'est le pays qui s'administre lui-même, pendant que ses princes et la noblesse à la suite ne pensent qu'à extorquer de l'argent, et, en cas de résistance, à chercher des renforts à l'étranger.

L'histoire de l'Europe occidentale au XIVe siècle est remplie par les guerres de la France et de l'Angleterre. Autant, et même plus que la Guyenne et la Normandie, les riches contrées flamandes étaient l'enjeu de ces guerres. Par le droit féodal, elles relevaient de la France; par leur intérêt, elles étaient attirées vers l'Angleterre qui fournissait des laines à leurs métiers. Les comtes de Flandre, d'origine française, se trouvaient donc dans la plus fausse position qu'on puisse imaginer. L'un d'eux se fit tuer à la bataille de Crécy, où figuraient, mêlés aux milices anglaises, ses propres sujets. Louis de Nevers fut chassé plusieurs fois, et le peuple, abandonné, finit par se choisir un chef. Il eut la main heureuse. Jacques d'Arteveld était noble de cœur comme de naissance (ce n'était pas, comme on l'a dit souvent, un simple brasseur, quoiqu'il fût affilié à la corporation, selon l'usage du temps). Grand citoyen, politique habile, bras de fer, caractère intègre, Jacques d'Arteveld vit clairement où était la force agissante dans les tourmentes révolutionnaires, et, en réformant les statuts communaux, il introduisit dans l'administration des villes le fleuve débordant et tumultueux de la démocratie que, seul, il pouvait contenir. Jamais despote oriental n'eut autant d'autorité sur ses sujets que ce simple citoyen sur ses égaux; mais après sept ans d'une administration vigoureuse et sans reproches, il succomba sous les intrigues combinées de la haute bourgeoisie et de la noblesse, qui le firent assassiner (1359).

La réaction triomphait. De nouveaux troubles survinrent (1378). Ce n'était pas assez pour les comtes de Flandre que les classes du peuple fussent divisées entre elles : Louis de Male désunit les villes. L'objet capital de sa haine, c'était cette puissante ville de Gand, qui comptait alors 500,000 âmes et passait pour la première cité du monde. Louis de Male n'entreprit rien moins que de la ruiner en la privant des eaux de la Lys et en entravant la navigation. Gand réclama. Bruges, à qui profitait le nouveau canal de la Lys à la Verze, prit le parti du comte. De là une guerre civile, compliquée d'une invasion étrangère, qui dura sept ans et se termina par la ruine des Flandres, qui ne s'en sont jamais relevées. Nous allons en retracer les principaux incidents.

La première agression vint du comte et de son bailli. Un bourgeois de Gand est arrêté. Le peuple réclame sa délivrance. Pour toute réponse, le bailli fait pendre le bourgeois; mais, à son tour, il est massacré dans une émeute, et voilà tout le pays en insurrection.

Dans cette confusion qui augmente chaque jour, chacun va où l'entraînent ses intérêts et ses goûts. Les chevaliers se rangent autour de la bannière du comte. Le peuple s'enrôle dans la confrérie des blancs-chaperons qu'organise un riche bourgeois de Gand, Jean Hyons, digne successeur de Coninck et d'Arteveld. La haute bourgeoisie, enfin, qui redoute autant le triomphe de la cause populaire que la colère du comte, ne sait quel parti prendre, s'interpose en médiatrice et envoie une députation à la cour; mais elle est reçue par ces dures paroles : « Je n'entendrai à rien que je ne les aie tous à merci pour faire couper la tête à qui je voudrai. »

Alors commence une guerre sauvage. L'armée des chevaliers bloque la ville de Gand et se propose de la prendre par famine. Puis elle arrête au passage une flotte chargée de vivres et fait crever les yeux aux mariniers. En représailles, les milices prennent d'assaut la ville d'Oudenarde, qui tenait pour le comte, et la garnison, toute composée de noblesse, est massacrée. La fureur va croissant. Pour y mettre un terme et ménager le sang de ses futurs sujets, Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, gendre de Louis de Male et héritier présomptif du comte, s'interpose entre les partis et obtient, d'une part, la dissolution de l'armée du peuple, et de l'autre une amnistie générale. Pacification menteuse. A peine rentré à Gand, le comte veut dissoudre les blancs-chaperons et fait arrêter les chefs. Jean Hyons avait été empoisonné par ses agents. La confrérie résiste et se donne de nouveaux chefs. C'est Pierre Dubois, qui sera un jour forcé de se réfugier en Angleterre, Prumaix, destiné à expirer sur la roue, Ackermanna, qui sera assassiné, Philippe d'Arteveld, enfin, qui scellera également de son sang le dévouement héréditaire dans sa famille. Tous ces héros d'un jour étaient de riches bourgeois qui, au préjudice de leurs intérêts, embrassaient la cause du peuple, tout en connaissant, par une triste expérience, la versatilité des foules et la haine implacable des grands seigneurs. Leur sacrifice n'en mérite que plus d'admiration.

Mais il venait de se passer à Paris un événement funeste au peuple de Flandre. Le sage roi Charles V, qui inclinait pour les villes et se proposait même de mater l'orgueil de son vassal, venait de mourir laissant une royauté orageuse à un enfant violent et faible, qu'entouraient des oncles cupides. Le premier acte de leur administration est le pillage du trésor public; le second, c'est la suppression des franchises de la ville de Paris. Par tout le royaume, en Languedoc surtout, les exactions et la misère suscitent des révoltes qui sont apaisées par des supplices. C'est une nouvelle jacquerie. Maltôtiers à Paris, blancs-chaperons à Gand font cause commune et se donnent la main. C'est une crise générale qu'augmentent encore les troubles de l'Eglise. Chacun sait que la fin du XIVe siècle est l'époque la plus critique de l'histoire moderne, et que, dans cette lutte suprême pour l'enfantement d'un monde nouveau, l'Occident fut menacé d'un retour à la barbarie.

La guerre n'avait pas cessé dans les Flandres; mais, au lieu de l'union qui les avait sauvées à Courtray, de déplorables divisions les livraient à leurs ennemis. Les petites communes se détachaient des grandes. Bruges même, où dominait une aristocratie inintelligente, était devenue le quartier général du comte Louis. Après une bataille perdue à Nivelle et diverses alternatives de succès et de revers, la ville de Gand se vit abandonnée à ses propres forces. Elle fut bloquée une seconde fois, et la famine ne tarda pas à y sévir avec fureur. Douze mille personnes y moururent de faim en six semaines; douze autres mille s'échappèrent et coururent implorer des secours à Bruxelles, qui leur ferma ses portes. Le duc de Brabant était du parti de ses écussons. Le désespoir pousse cette colonne errante jusqu'à Liége, d'où l'intrépide capitaine Ackermann ramène six cents chariots chargés de vivres. Mais cette ressource précaire fond comme de la rosée au soleil. La détresse est au comble. Se rendra-t-on? Et à quelles conditions? Des conférences s'ouvrent à Tournay. L'inflexible Louis de Male exige une capitulation sans conditions. Le dictateur de la faim, Philippe d'Arteveld, s'y refuse. Les échevins veulent traiter à tout prix. D'Arteveld casse le conseil de la commune et le remplace par des hommes intrépides comme lui. Puis il harangue cette multitude affamée qui se traîne comme une troupe de spectres par les places publiques. Son discours n'est pas long. Trois partis à prendre : où se jeter pieds nus, la corde au cou, aux genoux du comte. C'est se déshonorer : on refuse. On attendra la mort en martyrs. C'est le désespoir, et on veut espérer encore. Ou, enfin, choisir 5,000 à 6,000 des plus braves pour aller livrer bataille sous les murs de Bruges aux 40,000 hommes du tyran. C'est l'inspiration du courage, et l'on s'y rend. Le bataillon sacré des Gantois, qu'enflamme d'Arteveld, traverse les lignes ennemies, se dirige sur Bruges, et, dans une rencontre terrible, écrase l'armée ennemie. La ville est prise d'assaut. Le menu peuple massacre quelques riches; mais d'Arteveld rétablit l'ordre et défend, sous peine de mort, tout meurtre ou larcin. Le tribun gantois savait commander, et ses ennemis furent obligés de convenir que jamais ville prise ne fut si bien traitée.

La confiance renaît avec l'abondance dans la populeuse ville de Gand, que gouverne d'Arteveld avec le titre de régent des Flandres. Mais, hélas! la victoire de Bruges est le dernier triomphe de la liberté. Un gros orage se forme au sud. Le jeune idiot, qui donne déjà des signes de folie, veut guerroyer à tout prix. C'est dans les Flandres qu'il entend combattre et soumettre les Parisiens. Un cri retentit dans toute la noblesse de France : « Sus aux Flamands! » On déploie l'oriflamme, comme s'il s'agissait d'une guerre sainte. Il ne s'agissait au fond que de brigandage. Piller des marchands si riches, c'était aubaine de chevalier. Dans sa détresse, d'Arteveld implore le secours de l'Angleterre. Mais, malgré l'ardeur qui l'entraîne toujours à guerroyer en France, la noblesse anglaise est avant tout du parti des gentilshommes, et n'est pas fâchée que les petites gens de métier reçoivent une leçon. Les Flamands sont abandonnés.

L'armée française passe la Lys à Comines et pénètre en Flandre comme dans une terre promise. D'Arteveld marche à sa rencontre avec ses métiers. On s'aborde aux champs de Rosbecque, entre Ypres et Courtray. Le Léonidas des Flandres est tué dès le premier choc. Le bataillon sacré des Gantois est enfoncé; l'armée entière, enveloppée, est mise en déroute, et le pillage du pays commence. Jamais il n'y en eut de pareil. Le dernier des archers ne voulait que des bijoux. On brûle 40,000 pièces de drap dans une seule ville. Toute autorité humaine a disparu. Le misérable vainqueur, Louis de Male, peut à peine sauver de la destruction Bruges, sa ville favorite. Nous tirons le rideau sur ces horreurs. Pour abréger, après une trêve d'un an, pendant laquelle, forcé de suspendre le cours de ses fureurs, Louis de Male en mourut de chagrin, survint le traité de Tournay où fut stipulée une amnistie générale et, pour les communes, la conservation de leurs franchises. Que n'avait-on commencé par là!

La pacification de Tournay (1385), suivie de l'avénement des ducs de Bourgogne, marque le point de départ d'une nouvelle phase dans la destinée des Flandres. L'époque héroïque était passée. La vie industrielle reprit son paisible cours, à peine interrompu de temps à autre par quelques émeutes que soulevaient des mesures fiscales. A tout prendre, le changement de dynastie fut favorable au pays. Des quatre ducs de Bourgogne qui s'y succédèrent pendant un siècle, deux (Philippe le Hardi et Philippe le Bon) furent des administrateurs intelligents. Les deux autres (Jean sans Peur et Charles le Téméraire) avaient besoin d'argent pour soutenir leur faste et leurs folles entreprises, et les Flandres étaient leur poule aux œufs d'or. Cependant, tous étaient pour leurs nouveaux domaines des protecteurs plus puissants que n'auraient pu l'être, même avec une meilleure volonté, les comtes de Dampierre et de Nevers. La rivalité des maisons de France et de Bourgogne forçait les ducs à ménager leurs sujets. Entre les uns et les autres, ni vive sympathie ni grande confiance, mais des intérêts communs. Tumultueuses, les cités flamandes avaient besoin d'une main forte qui y maintînt l'ordre et la paix. Endettés, les princes savaient se rendre populaires à l'occasion pour obtenir argent ou crédit. On pouvait s'entendre. Puis, ce n'était plus l'ère de splendeur des grandes communes. La royauté s'affermissait de jour en jour, et tout à la fois sur les débris de la féodalité et des franchises locales, qu'elle supprimait après les avoir concédées dans des vues intéressées. Le dernier éclat que jetèrent les cités fut la bataille de Gavre où finit leur histoire.

Entre les Flamands et leurs ducs, il existait une sorte de contrat tacite. Les sujets respectaient l'autorité du prince, mais à condition qu'il ne les entraînerait pas dans ses querelles particulières. Dans ses longs démêlés avec les Armagnacs, Jean sans Peur amena une armée de Flamands jusqu'en Picardie (1412); mais, un beau matin, l'armée tout entière décampa sans bruit, et sans même prévenir son chef, qui dut dévorer cet affront dont il ne pouvait se venger. Même mésaventure arriva, en 1436, sous les murs de Calais, à Philippe le Bon, qui en garda longtemps une rancune secrète et qui sut choisir l'heure de sa revanche. Le sujet de querelles qui renaissait sans cesse était causé par les incroyables prodigalités du prince. En 1432, sédition à Gand à propos des monnaies; en 1451, nouvelle révolte à propos de la gabelle des blés violemment introduite par Philippe. Des quatre centres de la Flandre, trois, savoir Ypres, Bruges et le Franc (campagne